

LA NOUVELLE

TRIBUNE

FGF
FO

Fédération Générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIÈRE - www.fo-fonctionnaires.fr - contact@fo-fonctionnaires.fr

Des milliers de Fonctionnaires
et Agents Publics mobilisés

**POUR DÉFENDRE
LE SERVICE PUBLIC !**



Fiers d'être à Force Ouvrière !



Christian GROLIER
Secrétaire général Fédération
Générale des Fonctionnaires

A lors que le Gouvernement continue de démanteler la Fonction Publique et plus largement les services publics, à l'inverse la FGF-FO au sein de FO Fonction Publique a pris ses responsabilités pour les défendre.

Ainsi, pour sensibiliser l'opinion publique et témoigner de notre attachement au service public de proximité, nous avons effectué un périple du Havre à Paris du 3 au 7 février. Ce départ du Havre n'était pas anodin car le symbole était de partir de la ville où le Premier Ministre était le Maire pour arriver à Paris à Matignon pour le rencontrer.

Tout au long du parcours, avec le soutien des Unions Départementales FO concernées et des syndicats, nous avons rencontré nos militants et les personnels des différentes administrations des trois versants de la Fonction Publique. Le Secrétaire Général de la Confédération s'est également fortement impliqué dans ce périple et également à l'arrivée à Paris. Je profite de cet éditto pour tous les remercier chaleureusement, sans eux ce périple n'aurait pas été réussi.

Le 7 février, nous sommes donc arrivés à Paris, rejoints par des milliers de manifestants FO venus de toute la France (8 000 camarades environ étaient présents). Le matin, nous avons été reçus

à Matignon, et une réponse écrite du Cabinet du Premier Ministre nous est parvenue ensuite (voir page 21).

Depuis, l'avant-projet de Loi de transformation de la Fonction Publique a été présenté aux organisations syndicales. Une analyse de ce texte a été envoyée à toutes nos structures FO.

Un nouveau combat commence pour défendre et maintenir le statut général des fonctionnaires, éviter le développement du recours au contrat, la suppression des compétences principales des CAP, la disparition des CHSCT et la mise en place de différents outils pour licencier les fonctionnaires (rupture conventionnelle, etc.)

La FGF-FO avec FO Fonction Publique lance un plan d'actions pour combattre ce projet de loi, dont vous aurez prochainement communication.

Du blocage des instances à la saisie des parlementaires et du Premier Ministre, et par de futures mobilisations, nous allons tout mettre en œuvre pour faire reculer le gouvernement.

Nous mènerons ce combat dans l'unité la plus large possible mais avec un mot d'ordre clair : retrait du projet de loi de transformation de la Fonction Publique.

La FGF-FO ne négociera jamais la longueur de la chaîne et le poids du boulet. Libres et indépendants, et conformément à la résolution du congrès, nous défendrons par tous les moyens possibles le statut général des fonctionnaires, les statuts particuliers et notre Code des pensions civiles et militaires.

Des milliers de Fonctionnaires
et Agents Publics mobilisés
**POUR DÉFENDRE
LE SERVICE PUBLIC !**

DU HAVRE À MATIGNON

Périple FO Fonction Publique
pour le Service public de proximité

Dimanche 3 février : Devant la Mairie du Havre
17h : arrivée à Bernay.

Lundi 4 février : Départ de Bernay en direction de
Beaumont-le-Roger. Arrivée à Évreux.

Mardi 5 février : Départ d'Évreux en direction de Vernon.

Mercredi 6 février : Départ de Vernon en direction de
La Roche-Guyon. Retour à Paris

Jeudi 7 février : **Rassemblement pour le départ
de la manifestation**

LE HAVRE

dimanche 3 février 2019
devant la mairie du Havre



BERNAY

dimanche 3 février 2019
17 h : arrivée à Bernay



BEAUMONT-LE-ROGER

lundi 4 février 2019



ÉVREUX

mardi 5 février 2019



VERNON
mercredi 6 février 2019
direction La Roche-Guyon



PARIS
jeudi 7 février 2019
**RASSEMBLEMENT POUR LE DÉPART
DE LA MANIFESTATION**





PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS



PARIS-NORMANDIE



À Bernay, le service public est en ligne de mire des prochaines mobilisations

Mobilisation. Le syndicat FO a tenu à inscrire la ville de Bernay dans son périple qui doit le conduire du Havre à l'hôtel Matignon pour défendre la qualité et le maintien des services publics.

Hier lundi, les syndicalistes de Force Ouvrière (FO) ont choisi Bernay comme deuxième ville étape d'un périple qui a débuté - symboliquement - dimanche, au Havre (76), devant la mairie de l'ancien maire Édouard Philippe. Ce périple les conduira, jeudi, à Matignon à Paris où ils comptent rencontrer l'ancien maire normand devenu premier ministre pour lui faire part de leurs doléances sur la qualité du service public qui selon eux est « de plus en plus sacrifié ».



s'en porteraient pas plus mal », a-t-il déclaré, sans ambages.

David Lecomte, secrétaire FO de l'union départementale de l'Eure, en a profité pour dénoncer en même temps « les conditions effroyables d'accueil des personnes âgées dans les Ephad [Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Ndlr] qui deviennent de vrais mouroirs, et les conditions tout aussi inacceptables des personnels qui y travaillent ».

« Notre action consiste à sensibiliser au sens large sur la destruction du service public qui ne peut évidemment pas exister s'il est dématérialisé. Nous tenons à protéger le statut de la fonction publique qui remonte à 1946 », a déclaré en préambule, dans le hall de l'hôpital de Bernay, Christian Grolhier, secrétaire général FO de Paris.

Et ce dernier de s'étonner au passage que « le gouvernement néglige le pouvoir d'achat des fonctionnaires en ne versant pas la prime de 1 000 €, tandis que Christian Grolhier encourage les patrons des entreprises privées à la verser à leurs salariés ».

« Les Ephad, de vrais mouroirs »

Plus précisément, concernant les difficultés de l'établissement bernayen, **Thomas Drouet**, secrétaire départemental adjoint, a pris la parole pour rappeler la menace de fermeture de la maternité toujours d'actualité - lire nos précédentes éditions. « Si les agences régionales de santé n'existaient pas, les hôpitaux ne

s'est ensuite dirigé pour la seconde étape de la journée en entonnant le slogan : « Des bébés à Bernay ». « Notre prochain objectif est d'alerter sur la fermeture d'autres services publics comme ce fut le cas pour la perception de **Beaumont-le-Roger**. Nous nous dirigerons ensuite vers la Maison de services au public car, pour nous, ces structures ne peuvent pas remplacer les services qui sont supprimés par ailleurs. Il faut que la casse cesse car il n'y a pas de République sans service public », a tancé David Lecomte. « Nous avons choisi Bernay comme ville étape car elle est emblématique. Comment des médecins pourront-ils s'installer dans un tel désert médical à l'avenir ? Et si l'on refuse de nous recevoir à Matignon, nous poursuivrons le mouvement, comme d'autres mouvements qui se maintiennent depuis des semaines jusqu'à obtenir satisfaction », a prévenu **Denis Basset**, secrétaire national de FO branche santé.

Mademoiselle Eveil

L'ÉVEIL NORMAND
MERCREDI 6 FÉVRIER 2019
actu.fr/l-eveil-normand

2

FORCE OUVRIÈRE. Une marche vers Matignon

Le départ d'un périple eurois devant conduire des représentants syndicaux de Force ouvrière (FO) jusqu'à Matignon jeudi a commencé à Bernay lundi dernier, et plus précisément au centre hospitalier où le service des accouchements est toujours menacé de fermeture.

Cette marche a pour but de faire du bruit et d'être relayée un maximum. Après Bernay, les représentants syndicaux en provenance de toute la Normandie avaient prévu de camper devant l'ancienne trésorerie de Beaumont-le-Roger frappée de fermeture, avant de se rendre à Evreux pour manifester et puis Vernon dans le même objectif, vu que le collège Pablo Neruda a fermé dans la capitale euroise et qu'un bureau de poste et un Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) à Vernon posent des questions « Pas de République sans services publics. » Le message est toujours le même, mais peine à être entendu en haut lieu.

« Si les ARS [Agences régionales de santé] n'existaient pas, les établissements de soins de santé ne s'en porte-



Première étape au centre hospitalier de Bernay pour ce périple contre la casse des services publics lancé par Force ouvrière dont les représentants termineront, jeudi, devant Matignon.

raient pas plus mal », ironise Thomas Drouet, l'un des représentants syndicaux de l'hôpital de Bernay. Il a pointé le manque d'effectifs dans les Ehpad, y compris à Bernay. Et rappelle que la restructuration de l'Ehpad local ne doit pas se faire au détriment d'autres services.

Le combat est donc toujours

d'actualité, en attendant la venue de la ministre de la Santé à Bernay que le président Emmanuel Macron a publiquement annoncée. Quatre actions en justice doivent servir d'électrochoc. L'association Liberté Égalité - Proximité poursuit également ses actions en parallèle. La « résistance » est en marche. Le

secrétaire national de la branche Santé de chez FO, Denis Basset, de retour à Bernay, a prévenu qu'il fallait des réponses de Matignon et que ce périple un peu nouveau était voué à se poursuivre tel le mouvement des Gilets jaunes si le Premier ministre faisait la sourde oreille.

B.Négrier

FGF
FO

PARIS-NORMANDIE



Vernon : le syndicat Force Ouvrière fait étape à la Poste et à l'Ehpad Ridou avant d'être reçu à Matignon

Une vingtaine de syndicalistes de Force Ouvrière se sont réunis hier matin devant la Poste de Vernon, place d'Évreux, pour dénoncer la « casse du service public ».

Partis du Havre il y a cinq jours pour une marche vers Matignon où ils seront reçus ce jeudi matin, les syndicalistes ont interpellé les pouvoirs publics. « Avec la suppression du personnel, il n'est pas étonnant de constater que la distribution de courrier prend énormément de temps, indique **Thierry Delandre**, secrétaire départemental FO communication 27 à la Poste. Nous pourrions éventuellement obtenir des modifications de poste ou des tâches de travail mais dès qu'il s'agit de parler d'emploi à la Poste, c'est très compliqué ».

« Lieu symbolique »

Le périple s'est achevé en début d'après-midi à l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) Auguste-Ridou, route d'Ivry. « Un lieu symbolique », a fait remarquer **Denis Basset**, secrétaire général FO Santé. Au sein de l'Ehpad de Vernon, géré par le centre hospitalier Eure-Seine, rien n'a changé depuis la mobilisation du personnel il y a un an. « On a juste limité la casse en obtenant que les huit postes qui devaient être supprimés entre ici et l'Ehpad Saint-



Michel, à Évreux, soient maintenus, note **Jessy Lecardonnel**, représentant local FO. Mais on ne baisse pas les bras ». Une soixantaine d'agents ont la responsabilité des 124 résidents, « tous très dépendants ». « Ils ne font plus leur travail comme il serait normal et juste de le faire, poursuit Jessy Lecardonnel. Ils sont sous pression ».

Embauche « d'un agent pour un résident » et revalorisation salariale sont les deux revendications de FO.

16

JEUDI 7 FÉVRIER 2019

florier, c'est notre période la plus creuse », que s'est ainsi déroulé, à l'été 2017, le admet le patron du CRJS. Mais ça ne ■ 300 000 € de budget.

SOCIAL

FO fait halte à la Poste et à l'Ehpad

Une vingtaine de syndicalistes de Force Ouvrière se sont réunis hier matin devant la Poste de Vernon, place d'Évreux, pour dénoncer la « casse du service public ».

Partis du Havre il y a cinq jours pour une marche vers Matignon où ils seront reçus ce jeudi matin, les syndicalistes ont interpellé les pouvoirs publics. « Avec la suppression du personnel, il n'est pas étonnant de constater que la distribution de courrier prend énormément de temps, indique **Thierry Delandre**, secrétaire départemental FO communication 27 à la Poste. Nous pourrions éventuellement obtenir des modi-

fications de poste ou des tâches de travail mais dès qu'il s'agit de parler d'emploi à la Poste, c'est très compliqué ».

« Lieu symbolique »

Le périple s'est achevé en début d'après-midi à l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) Auguste-Ridou, route d'Ivry. « Un lieu symbolique », a fait remarquer **Denis Basset**, secrétaire général FO Santé. Au sein de l'Ehpad de Vernon, géré par le centre hospitalier Eure-Seine, rien n'a changé depuis la mobilisation du personnel il y a un an. « On a juste li-

mité la casse en obtenant que les huit postes qui devaient être supprimés entre ici et l'Ehpad Saint-Michel, à Évreux, soient maintenus, note **Jessy Lecardonnel**, représentant local FO. Mais on ne baisse pas les bras ». Une soixantaine d'agents ont la responsabilité des 124 résidents, « tous très dépendants ». « Ils ne font plus leur travail comme il serait normal et juste de le faire, poursuit Jessy Lecardonnel. Ils sont sous pression. »

Embauche d'un agent pour un résident et revalorisation salariale sont les deux revendications de FO.



FO s'est mobilisé à la Poste puis à l'Ehpad Ridou

ACTU-NORMANDIE



Marche pour la défense du service public : les syndicalistes de Force Ouvrière passent à Vernon



© Le Démocrate vernonnais

A l'Ehpad Auguste-Ridou de Vernon (Eure), ce mercredi 6 février 2019, le syndicat a dénoncé une nouvelle fois les conditions inadmissibles de travail des agents auprès des personnes âgées dépendantes.

Ce mercredi 6 février 2019, une délégation de Force Ouvrière (FO) a fait étape à Vernon (Eure) pour faire entendre son message de défense du service public.

Ce mercredi 6 février 2019, une délégation de syndicalistes de Force Ouvrière (FO) a fait étape à Vernon, dans l'Eure, pour dénoncer la casse du service public et défendre les salaires des agents de la Fonction Publique.

Partis du Havre, la ville du Premier ministre, il y a quatre jours pour rejoindre Paris ce jeudi 7 février 2019 où ils seront reçus à Matignon, les militants syndicaux FO ont entrepris une marche normande et revendicative vers la capitale.

Denis Basset, secrétaire national Force ouvrière, souligne :

« On se bat pour le maintien du service public quel qu'il soit. Parce que lorsqu'il disparaît, ce sont les

commerces qui ferment, puis les maisons qui sont à vendre. Et l'on aboutit à une République à deux vitesses : celle des villes et celles des zones périurbaines et rurales où les habitants pâtiennent le plus de cette casse ».

Après un passage devant **la Poste de Vernon**, en fin de matinée, la délégation Force Ouvrière s'est rendue à **l'Ehpad Auguste-Ridou** de Vernon pour dénoncer les conditions de travail « inadmissibles » des agents de la fonction publique dans les maisons de retraite. Une motion a été votée à main levée par le personnel pour demander plus de moyens, davantage de personnel, de la formation et des embauches.

« Toutes les générations sont touchées par la casse du service public. C'est pourquoi nous avons démarré symboliquement par la maternité de Bernay, qui est menacée, et que nous achevons notre périple par l'Ehpad Auguste-Ridou de Vernon ».



FO-HEBDO

Une mobilisation « impressionnante », « réussie », « exceptionnelle »... Quelque 8 000 fonctionnaires de l'État, de la territoriale et du versant hospitalier de la Fonction publique ont participé ce jeudi 7 février à Paris à la manifestation nationale organisée à l'appel FO-Fonction publique.

Des agents venus du Calvados, de l'Yonne, de la Manche, des Bouches-du-Rhône, de l'Oise, des Deux-Sèvres, de Mayenne, du Morbihan, de Savoie, du Vaucluse... Des agents des Ehpad, des personnels des finances publiques (DGFIP), des lycées et collèges, des infirmières, des territoriaux, des agents de la Poste et des télécommunications, des fonctionnaires de la pénitencière... Dans le cadre de cette manifestation reliant Montparnasse à Matignon, assortie d'un grand rassemblement sur l'esplanade des Invalides, ils étaient 8 000 agents publics, fonctionnaires ou contractuels, à avoir répondu au seul appel de Force Ouvrière, cela afin de dire au gouvernement « Stop », « ça suffit ! ».

Cette journée d'actions massivement suivie est venue parfaire le périple symbolique et en partie réalisé à pied du Havre (ville du Premier ministre) à Matignon par des militants FO de la Fonction publique. Cette action qui a été l'occasion de faire des haltes dans des localités, souvent rurales, où les services de proximité sont menacés de fermeture, voire déjà fermés, visait à montrer le combat quotidien des agents pour faire vivre ces services publics.

LE BILAN DE L'AUDIENCE À MATIGNON EST DÉJÀ POSITIF

Le périple visait aussi à faire entendre les revendications des agents concernant les salaires, les conditions de travail, le statut. Ce 7 février à Paris, tant le secrétaire général de la Confédération FO,

Yves Veyrier, que Christian Grolier, le secrétaire général de l'UIAFP-FO (union interfédérale des agents FO), Denis Basset, le secrétaire fédéral de la branche Santé de la fédération FO des personnels des services publics et de Santé (SPS-FO), ou encore Yves Kottelat, le secrétaire général de la Fédération SPS-FO, ont souligné la réussite de cette semaine d'actions (périple, assemblées générales dans les services, grèves...) et rappelé les revendications des agents.

Christian Grolier a pu tirer aussi le bilan, déjà très positif, de cette mobilisation FO. Et pour cause, à l'occasion d'une audience ce 7 février au matin auprès de trois conseillers du Premier ministre, elle a permis en effet d'obtenir des avancées sur plusieurs dossiers.

ANNULATION DE L'ALLONGEMENT DE LA DURÉE D'ÉCHELON

Alors que FO Fonction publique demande notamment une hausse générale des salaires des fonctionnaires, l'octroi pour tous de la prime exceptionnelle (prônée par le chef de l'État pour les salariés du privé), davantage de moyens budgétaires pour les services et le respect de leurs missions, la titularisation des contractuels, le respect du statut général des fonctionnaires et l'arrêt des attaques - via des projets de réformes - contre le statut fondateur (en 1946) de la Fonction publique républicaine... La grande mobilisation des fonctionnaires FO qui a démarré le dimanche 3 février au Havre et se poursuit jusqu'au 10 février a contraint le gouvernement à tendre l'oreille.

Suite à l'audience de FO avec les conseillers du Premier ministre, le projet portant sur les rémunérations et consistant dans le cadre des quatre chantiers de réformes en cours (rémunérations au mérite, recours accru aux contractuels, plan de départs volontaires, restructuration des instances

représentatives des personnels) à vouloir allonger la durée d'échelon de trois mois par année est « annulé pour l'instant, reporté » annonçait Christian Grolier devant les militants FO réunis aux Invalides.

FO DEMANDE L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS

Par ailleurs soulignait le secrétaire général de l'UIAFP-FO, si « concernant le grand débat, FO n'a rien à y faire », en revanche « il faut un débat sur les missions publiques ». Cette revendication de longue date de Force Ouvrière semble faire son chemin. Ce 7 février, les conseillers du Premier ministre ont indiqué que le « conseil national des services publics », créé en 2014, devrait être réactif. Les organisations syndicales y participeraient. Concernant les salaires, FO-Fonction publique a souligné encore ce 7 février à Matignon « qu'il n'était pas admissible qu'il y ait du clientélisme ». L'octroi forcément bénéfique d'une prime à certains (policiers, agents des finances publiques) ne peut être satisfaisant. Il faut « une prime pour tous les agents », ce qui ne fait pas oublier la revendication d'une augmentation générale du point d'indice (base de calcul de tous les salaires des agents publics). L'UIAFP-FO a ainsi demandé que « le Premier ministre s'engage à ouvrir des négociations », indiquait Christian Grolier.

« VOUS N'ÊTES PAS UNE DÉPENSE ! »

Cette journée d'actions du 7 février a participé à « démontrer que FO peut mobiliser seule » et se faire entendre, se réjouissait Christian Grolier.

Félicitant FO-fonction publique pour cette mobilisation réussie, le secrétaire général de la Confédération FO, Yves Veyrier, rappelait que, salariés du public ou du privé, « nous sommes tous confrontés aux mêmes attaques de nos droits ».

Alors que la Fonction publique doit représenter une fierté et qu'elle porte haut les concepts républicains, notamment d'égalité et de fraternité, elle est critiquée, mise à mal dans son fonctionnement, ses missions et ses emplois. Or, insistait Yves Veyrier, « il faut que cesse le dénigrement, la lecture comptable envers la Fonction publique et ses agents. Vous n'êtes pas une dépense ! Il n'est pas acceptable que vos salaires soient bloqués et que vous soyez écartés de la prime exceptionnelle ».

Le secrétaire général de FO déplorait par ailleurs le caractère modeste, au niveau du Smic, de beaucoup de traitements indiciaires/salaires d'agents publics. Cela met d'autant plus en lumière la nécessité d'augmenter le Smic. FO « revendique un Smic à 1450 euros net », rappelait-il.

Le gouvernement doit entendre aussi la contestation sur ses projets de réformes, ceux sur la fonction publique et les retraites notamment. « Que le gouvernement commence par suspendre ces réformes », lançait le secrétaire général d'appeler à convaincre les salariés du public comme du privé de construire une journée de mobilisation interprofessionnelle.

Valérie Forgeront

Un exemple d'action menée en parallèle du périple

■ DORDOGNE

Force ouvrière mènera toute la semaine des actions pour sensibiliser à la situation dramatique dans la fonction publique dont le point d'indice est gelé depuis des années. De nombreuses opérations de tractage sont prévues.

Une semaine d'actions pour FO

Cette action nationale baptisée « Périple FO » a commencé dès dimanche puisque des membres de FO sont partis du Havre en direction de Paris. Une ville qui n'a pas été choisie au hasard puisque c'est la ville du premier ministre à la rencontre duquel ils se rendront jeudi. « Jeudi nous serons présents à Paris puisque des délégations de toute la France sont attendues à Matignon pour aller chercher le pognon », explique Joël Buisson secrétaire départemental adjoint des agents territoriaux référent de l'UIAFP qui réunit les trois fonctions publiques (État, Santé et territoriales) et qui a organisé cette action. « Mais nous allons mener localement des actions toute la semaine avec du tractage sur les rond points et les marchés, Mercredi sur ceux de Monpion et Pérignonn, jeudi sur celui de Saint-Astier et vendredi sur le marché de Ribérac », précise Joël Buisson. Une action pour mettre en lumière, « ce que nous dénonçons depuis des années », explique Pierre Courrèges-Clercq, secrétaire départemental de FO, « avec le gel du point d'indice pendant huit ans sur les dix dernières années qui représente une perte de salaire de 18 %. Aujourd'hui des gens se mobilisent sur les rond points sur la question du pouvoir d'achat et les fonctionnaires s'inscrivent aussi dans cette lutte car ils sont les grands oubliés des mesures d'urgence annoncées par le gouvernement. En effet celui-ci invite les employés privés à verser une prime exceptionnelle de 1 000 euros à ses salariés. Mais lorsque c'est lui l'employeur, il a du mal à mettre la main en portefeuille, ça la fiche mal quand même et ça représente 5,5 millions de personnes ». Autre sujet de mécontentement, les suppressions de postes dans la fonction publique, « un avant déjà connu la RGPP et



De nombreuses opérations de tractage sont prévues

le non remplacement des départs en retraite dans la fonction publique. A chaque majorité il y a un geste différent mais l'esprit reste le même. Les annonces du candidat Macron c'est 120 000 postes en moins dans la fonction publique. Il tient ses promesses, et va encore plus vite que ses prédécesseurs », explique Serge Bonnaric secrétaire départemental adjoint secteur santé, « et on peut mesurer les effets concrètement en Dordogne ». Et Pierre Courrèges-Clercq d'illustrer, « 22 postes par an en moins depuis cinq ans aux Finances publiques par exemple, ce n'est pas rien et cette année ce sont 26 postes en moins qui sont prévus. Ça s'est traduit concrètement par la fermeture de la trésorerie de Mussidan en 2018, celle de Saussignac qui a fermé au 1^{er} janvier et celle de Sainte-Aulaye qui fermera l'an prochain ». Et la situation n'est guère meilleure dans la fonction publique hospitalière comme l'explique Emmanuelle Nicolet, secrétaire adjointe du secteur santé, « à Vauclaire par exemple on a perdu 40 postes en quatre ans sur 800 agents. La situation dans les hôpitaux est dramatique ». Et celle-ci de condamner « le mépris sans précédent du gouvernement envers les fonctionnaires » et dénonçant, « une mort programmée des services publics républicains de proximité » et des, « conditions de travail des agents et une prise en charge des usagers fortement dégradés ». Dans le tract qui sera diffusé toute la semaine par FO, le syndicat reprend localement les impacts de cette politique dans le département avec des manques de personnel criants dans la plupart des services, « dans la police, dans la santé, dans l'enseignement ou encore dans la pénitentiaire avec un manque de sept surveillants à Marzac, 16 à Neuvic et 7 à Périgueux (surveillants, gradés et administratifs confondus). Sans parler des conditions de travail dans les CIAS ou les interventions et les trajets sont minuités ». Si le préavis de grève dans la fonction publique court jusqu'au 10, il n'y a cependant pas d'intersyndicale pour la journée interprofessionnelle d'aujourd'hui. « Il n'y a pas d'appel mais certains syndicats pourront être présents », explique Pierre Courrèges-Clercq qui souhaite cependant une action commune rapidement, « mais pas sous cette forme. Nous allons d'ailleurs distribuer un tract dans lequel nous expliquons notre position. Le gouvernement a fléchi face au blocage de l'économie par les Gilets jaunes il faut donc proposer aux salariés une action globale et longue mais c'est à eux de s'emparer du sujet. Pas à nous de dire « on y va tous » pour se retrouver seuls ».

PHILIPPE JOLYET



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO
46, rue des petites écuries 75010 PARIS
contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

Monsieur Edouard Philippe
 Premier ministre
 Hôtel de Matignon
 57, rue de Varenne
 75007 PARIS

PARIS, le 8 février 2019

Monsieur le Premier ministre,

Le 7 février, une délégation de Force Ouvrière fonction publique a été reçue par trois de vos conseillers, Madame Aurélia LECOURTIER-GEGOUT Conseillère budget, fonction publique, réforme de l'État, Mme Marianne LUCIDI, Conseillère technique fonction publique, réforme de l'État et Monsieur Franck MOREL, Conseiller relations sociales, travail, emploi, formation professionnelle

Cet entretien, qui a duré 1 H 30 a permis d'échanger sur la situation sociale mais également sur les 4 points suivants :

- le pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents publics dont la Loi de finances pour 2019 engage la 8^e année de gel des salaires en 10 ans. Cette situation n'est pas supportable au regard des nouvelles annonces d'augmentation des prix qui vont aggraver la perte de pouvoir d'achat. N'oublions pas que sur les 5,5 millions d'agents publics, 45 % sont des agents de catégorie C donc à faible salaire. A l'instar de l'initiative que vous avez annoncée dans le secteur privé proposant aux entreprises de verser une prime pouvant aller jusqu'à 1 000 euros, nous demandons que l'État-employeur soit exemplaire et verse également une prime exceptionnelle à tous les agents. Cela n'enlève rien à notre revendication de revalorisation de la valeur du point d'indice. Ce sujet mérite que vous acceptiez d'ouvrir immédiatement des négociations immédiates sur le pouvoir d'achat.

- les 4 chantiers intégrés dans le projet de loi fonction publique nécessitent également de nouvelles discussions entre nous.

Nous avons entendu avec satisfaction que le chantier 3, rémunération au mérite, n'était plus dans le projet de loi mais renvoyé à des discussions ultérieures en lien avec l'éventuelle réforme des retraites. Pour autant les 3 autres chantiers comportent encore de nombreux points de désaccord. Le maintien du CHSCT, la sécurisation obligatoire des personnels contractuels, notamment en CDD, et la définition des mobilités doivent continuer à être mis en débat.

- FO Fonction Publique, qui a fait un périple du Havre à Paris pour défendre le service public de proximité, a pu constater la désertification accrue par les suppressions continues des administrations et des établissements ; des villages sans services publics et par voie de conséquence sans commerces et au final avec de moins en moins d'habitants.

Ceux-ci, privés de tout lien de cohésion sociale, se replient sur eux-mêmes avec les conséquences dramatiques que cela peut poser.

C'est pourquoi nous vous demandons de relancer sans tarder le Conseil national des services publics pour que nous, organisations syndicales, avec les représentants des collectivités territoriales et des hospitaliers, nous puissions débattre sur le fond de l'organisation des services publics de proximité, des transports et des transitions numérique et écologique.

A ce titre, FO Fonction publique rappelle que le grand débat lancé par le président de la République ne peut pas être la réponse à une réorganisation de cette ampleur.

- enfin nous avons débattu de la situation des retraités de la fonction publique, et sur ce point également il y a urgence à trouver une compensation à la hausse de la CSG.

Quelques heures après l'audience, environ 8 000 fonctionnaires et agents publics se sont mobilisés et rassemblés à Paris aux Invalides mais aussi dans de nombreuses villes de province, à l'appel de FO, pour soutenir nos revendications. Certains gilets jaunes étaient présents.

Dans le contexte social actuel, ne pas répondre positivement aux revendications des syndicats pourrait avoir de lourdes conséquences et une aggravation de la situation.

Comptant sur l'intérêt que vous portez aux services publics, à ses agents et à la nécessaire cohésion sociale, nous sollicitons une réponse écrite au plus vite à ce courrier avant d'engager d'autres actions.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Christian GROLIER,
 Secrétaire Général



PREMIER MINISTRE

Le Chef de Cabinet

Paris, le 15 FEV. 2019

Références à rappeler :
CAB/2019D/4383 - BA

Monsieur le Secrétaire général,

Le Premier ministre a pris connaissance avec attention de votre courrier en date du 8 février qui fait suite à votre entretien avec les conseillers de son Cabinet en charge des relations sociales, du budget et de la fonction publique ; il m'a chargée de vous répondre.

Sur la question du pouvoir d'achat, les agents publics bénéficieront en 2019 d'une mesure générale de revalorisation de leur traitement issu de l'application du protocole Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR). Après une année de gel de son déploiement en 2018, l'application de ce protocole a repris depuis janvier 2019 et se poursuivra jusqu'en 2021. Le déploiement de PPCR représentera un accroissement très significatif de la masse salariale versée aux agents de la fonction publique de près de 11 Md€ (745 M€ en 2019 dont 348 M€ pour l'État). Avant la fin du quinquennat, grâce à l'application de ce protocole, un infirmier gagnera en moyenne environ 1200 € supplémentaires par an, un gardien de la paix environ 900 € de plus par an.

Au-delà de cette revalorisation propre au secteur public, nos agents bénéficieront, à l'image des salariés privés, des mesures d'urgence économique et sociale : la mesure de défiscalisation et désocialisation des « heures supplémentaires » dont les premiers bénéficiaires seront les professeurs. Environ 600 000 agents publics bénéficieront également de la mesure des « 100€ au smic » à travers la hausse de la prime d'activité. 40 % des agents publics qui élèvent seuls des enfants verront ainsi leur pouvoir d'achat augmenter grâce à cette mesure. Au total, ces dispositions permettront à la rémunération moyenne par personnel en place (RMPP) d'augmenter en 2019 de 2,6 %, en hausse par rapport à 2018 (+ 2%).

S'agissant du projet de loi relatif à la fonction publique, il est le fruit d'une année entière de concertation ; près d'une cinquantaine de réunions ont été organisées en 2018 avec les neuf organisations syndicales de la fonction publique dont vous faites partie, les représentants des collectivités locales et des employeurs hospitaliers. Le projet de texte a vocation à s'enrichir dans les prochaines semaines dans le cadre des discussions qui s'ouvriront avec les instances consultatives de la fonction publique dont les membres viennent d'être désignés, à la suite des élections professionnelles de décembre 2018.

S'agissant enfin des services publics de proximité, les organisations syndicales ont toutes leur place dans les propositions qui doivent émerger du Grand débat national. Le Premier ministre a pris connaissance de votre demande de réactivation du Conseil national des services publics. Il a demandé au ministère de l'action et des comptes publics que cette proposition soit expertisée plus avant.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

Monsieur Christian GROLIER
Secrétaire général de l'Union interfédérale
des agents de la fonction publique
46 rue des Petites Écuries
75010 PARIS

Anne CLERC



À VOUS LES CHÈQUES-VACANCES !

Actifs ou retraités de la fonction publique de l'Etat, **épargnez quelques mois** et bénéficiez d'une **bonification de l'Etat**.

Profitez pleinement de vos **Chèques-Vacances** auprès des **170 000 professionnels du tourisme et des loisirs**.

Et avec **e-Chèque-Vacances** vous pouvez désormais régler vos prestations sur internet.

Pour toute information :

- sur le site Internet : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr
- par téléphone : **N°Azur 0 810 892 015**

Coût d'un appel local



SÉJOURS & TRANSPORTS



HÉBERGEMENT



RESTAURATION



CULTURE & DÉCOUVERTE



LOISIRS & DÉTENTE



Utilisable toute l'année pour vos week-ends, vos vacances et vos loisirs, partout en France et pour des séjours vers les pays membres de l'Union européenne chez nos **170 000 partenaires du tourisme et des loisirs**.



Vous souhaitez épargner pour votre retraite ? Préfon est là pour vous.

Préfon-Retraite,
**1^{er} régime de retraite
facultatif en France**
pour les agents du service public

**FGF
FO**



3025

Service & appel
gratuits

du lundi au vendredi
de 9h à 19h

Une offre proposée par Préfon-Distribution

Préfon

La retraite et la prévoyance
de la fonction publique

www.prefon-retraite.fr

Préfon est la Caisse Nationale de Prévoyance de la Fonction Publique.
Préfon-Distribution, SAS de courtage immatriculée à l'ORIAS sous le n° 13008416. Siège social : 12 bis rue de Courcelles 75008 Paris

LA NOUVELLE

TRIBUNE FGF FO



ADMINISTRATION
ET RÉDACTION
46, rue des Petites-Écuries
75010 PARIS
Tél. 01 44 83 65 55
E-mail :
contact@fo-fonctionnaires.fr

Dépôt légal : mars 2019
Représentant légal :
Christian GROLIER
Directeur de publication :
Christian GROLIER
Rédacteur en chef :
Claude SIMONEAU
Imprimerie :
Vincent Imprimeries - Tours

Gratuité pour les adhérents

46, rue des Petites-Écuries
75010 PARIS
CPPAP 0120 S 05458
ISSN : 0992-9819
Photos : FGF-FO
Prix : 0,15 €



FO Fédération Générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIÈRE **FONCTIONNAIRES AGENTS PUBLICS**

Fédération Générale
des Fonctionnaires
FORCE OUVRIÈRE

**UNION FÉDÉRALE
DES RETRAITÉS
DE LA FONCTION
PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE
(UFR-FO)**

46, rue des Petites Écuries
75010 Paris
Tél. 01 44 83 65 55
Fax 01 42 46 97 80
Adresse courriel :
ufr@fo-fonctionnaires.fr

Un adhérent de l'Union Fédérale
des Retraités FO (UFR-FO)
reçoit, en plus
de ces publications,
notre titre principal
« La Nouvelle Tribune ».

Bulletin à retourner à :
**Union Fédérale
des Retraités
FORCE OUVRIÈRE
de la Fonction Publique**
46, rue des Petites-Écuries
75010 PARIS
ou par mail à
ufr@fo-fonctionnaires.fr

CONSULTATIONS JURIDIQUES EN DROIT ADMINISTRATIF

Cette prestation est constituée de deux services :

Un service de renseignements téléphoniques Des consultations au siège de la F.G.F.

RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES

Ce service de consultation par téléphone se tiendra au **01 45 23 05 57** à partir de **16 h 30 jusqu'à 18 h 30** (voir dates ci-dessous). **ATTENTION** : ce numéro de téléphone ne répond que le jour de la consultation. Il ne pourra être examiné, dans ce cadre, que des affaires simples, ou des questions ne nécessitant pas de recherches importantes.

CONSULTATIONS AU SIÈGE DE LA F.G.F.-F.O.

Les consultations auront lieu au siège de la Fédération, aux dates ci-dessous de **16 h 30 à 18 h 30**. Un rendez-vous doit être obligatoirement pris par téléphone : **01 44 83 65 55**

Calendrier des CONSULTATIONS JURIDIQUES : DROIT ADMINISTRATIF

| RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES |
|------------------------------|
| 4 avril 2019 |
| 2 mai 2019 |
| 6 juin 2019 |
| 4 juillet 2019 |
| 5 septembre 2019 |

| CONSULTATIONS AU SIÈGE DE LA F.G.F.-F.O. |
|--|
| 18 avril 2019 |
| 16 mai 2019 |
| 20 juin 2019 |
| 18 juillet 2019 |
| 19 septembre 2019 |

Ces prestations, étant gratuites, ne sont offertes qu'aux seuls adhérents des organisations affiliées à la F.G.F.-F.O. à jour de leurs cotisations et à leur famille proche.

La carte syndicale de l'année en cours sera exigée.

Avis aux adhérents - Changement d'adresse

Merci de signaler sans délai votre changement d'adresse à la FGF-FO : 46, rue des Petites-Écuries - 75010 PARIS, pour éviter toute interruption dans la réception de la Nouvelle Tribune, à l'aide éventuellement du bulletin ci-joint.

Nom : Prénom :

Syndicat d'appartenance :

Ancienne adresse :

Nouvelle adresse :

.....

A..... le..... 2019
(signature)

VOUS SOUHAITEZ PARTIR EN RETRAITE DANS MOINS D'UN AN,

En tant qu'adhérent(e) FORCE OUVRIÈRE et en remplissant ce bulletin, vous pouvez recevoir, pour information pendant une période maximale d'un an, nos publications syndicales destinées aux adhérents retraités.

Mme - Mlle - M. (*) - Nom et Prénom.....

Adhérent(e) au Syndicat national FORCE OUVRIÈRE (intitulé du syndicat) :

Affilié(e) à la section de : (ville ou établissement)

Fonctionnaire titulaire – Agent contractuel(elle) (*)

Date de départ en retraite (jj/mm/aa) : / /

Affectation :

Grade :

Souhaite recevoir les publications « **Le Lien** » et « **La lettre de l'UCR-FO** » éditées respectivement par l'Union Fédérale des Retraités FO et la Confédération FO, à l'adresse suivante :

N° de rue : Rue :

Code postal : Ville : Tél :

Date et signature :

(*) Rayez les mentions inutiles.